

## Willy Pelletier

Sociologue, université de Picardie.

### Positions sociales des élus et procès d'institutionnalisation des Verts

**Dans les « décryptages de la conjoncture et des stratégies »,** qui constituent l'essentiel des discussions politiques, les schèmes du « calcul », du « calcul individuel », ou les « modèles coûts-avantages » du calcul rationnel, sont constamment mobilisés pour expliquer les « intérêts » et les « tactiques » des groupes rivaux. Comme si l'activité politique n'était au final qu'affaire de « coups ». Et comme si la « volonté » initiale de réaliser un « coup » conduisait si simplement, et très directement, à la réalisation de celui-ci. Cette forme de réduction militante de l'explication, et ce finalisme, ont cela de réconfortant (et d'économique) qu'ils fournissent en même temps, à ceux qui les appliquent, l'impression d'une intelligibilité globale des actions politiques et l'illusion d'une différence presque de « nature », tout au moins de « nature sociale », avec ceux dont on dénonce « les complaisances », « les reniements », « la politique de classe »... Entrevoir que ce que l'on qualifie de « démissions », de « concessions » ou de « capitulations » procède de logiques sociales de trajectoires qui, potentiellement, risquent d'affecter tous les militants qui accèdent à des positions d'élus, serait moins confortable, mais politiquement plus efficace. Il est, par exemple, devenu automatique, pour qui se revendique d'une écologie exigeante, de dénoncer les « capitulations » du ministère « Voynet ». Ceux qui critiquent ont d'évidence la partie facile. Rien, ou presque, des accords Verts-PS signés avant 1997 n'a été mis en œuvre. En matière de politique nucléaire, la dirigeante des Verts a cosigné le décret qui autorise la Cogema à étendre l'usine Melox, productrice de MOX, à Marcoule dans le Gard, alors même que les accords Verts-PS prévoyaient l'arrêt de la production de ce combustible dangereux. D. Voynet n'a pas davantage empêché l'autorisation donnée à l'ANDRA d'exploiter, à Bure, dans la Meuse, un laboratoire souterrain de déchets radioactifs, qui ouvre la voie à l'enfouissement définitif et irréversible des déchets. Comme les écologistes du monde entier avaient toujours refusé ce type d'enfouissement, cette décision, parce que cosignée par une

ministre Verte, fut une première mondiale. L'idée d'un projet de loi sur la transparence nucléaire a été, elle aussi, abandonnée durant la législature. À vrai dire, on n'en finirait pas, de décliner tous les renoncements du ministère Voynet sur la période. Sur les OGM, avec l'autorisation initiale de mise en culture du maïs Novartis génétiquement modifié. Ou sur l'effet de serre, avec des aides au diesel des routiers en 1998 que les transporteurs n'avaient obtenues ni de Balladur ni de Juppé. Avec la relance des autoroutes A87, A89, A19, A48, au détriment du rail et du ferroutage. Avec la réouverture du tunnel du Mont-Blanc. Avec la suppression des projets d'écotaxes, sous les censures conjuguées du ministère de l'Économie et du Conseil constitutionnel. Sans parler de la récente loi sur l'eau, vidée de sa substance lors des débats parlementaires, ou des compromis avec l'extrême chasse.

Certains, dont Philippe Chailan, ont pu, de façon d'ailleurs argumentée, expliquer « l'engluement complaisant » du ministère Voynet, en montrant comment ce « ministère dominé dans l'espace de l'État », n'avait dans tous les cas pas les moyens d'une action spécifique. Chailan indique, à juste titre, tout ce que le « bilan Voynet » doit à la « faiblesse institutionnelle » d'un ministère doté d'un budget minuscule (0,25 % du budget civil de l'État), et dépourvu des Directions régionales et départementales « susceptibles de rendre ses décisions effectives et opératoires » (« malgré le rattachement de l'Aménagement du territoire et de la DATAR, qui reste d'abord un service du Premier ministre à vocation interministérielle »). Il n'oublie pas non plus d'en revenir aux personnels des hautes-administrations avec l'inertie, l'hostilité, ou le mépris desquels l'équipe Voynet eut à négocier: grands Corps, des Mines notamment, sureprésentés dans le nucléaire ou l'aménagement du territoire, ou bien préfets plus enclins à composer avec les conseils généraux et les ministères des Finances, des Transports, de l'Industrie<sup>2</sup> dont leur carrière dépend.

La « normalisation » des Verts (au sens où cette formation devient un parti politique « normal ») est riche d'épisodes publics qui en constituent l'expression symbolique la plus visible. Amorcée pour de strictes raisons électorales, aux législatives de 1993, par l'alliance des Verts avec Génération Écologie, elle se poursuit lorsqu'ils s'en remettent, pour les mêmes motifs, à Dany Cohn-Bendit, candidat « libéral-libertaire », dont ils refusent pourtant « la Troisième Gauche Verte ». L'intériorisation collective du sens commun (et des autocensures), qui règle le champ politique institué, atteint un degré supérieur lorsque Yves Cochet, pour devenir ministre, retire sa signature à la pétition Montebourg, et que cela n'occasionne aucune contestation interne chez les Verts. Ou quand, élu au terme d'une consultation démocratique statutaire par l'ensemble des adhérents, Alain Lipietz, sous l'effet de mauvais sondages, se voit récusé par

l'encadrement du mouvement, puis par Dominique Voynet, sensible aux hésitations de ses leaders régionaux alors qu'elle négocie avec le PS des circonscriptions pour 2002. Ou bien encore, lorsque leur secrétaire d'État à l'Économie solidaire communique dans l'évidence qu'« il faut s'allier avec le monde des affaires »<sup>3</sup>. Sur la période, dans la première partie des années 90, la population qui forme les Verts change aussi de composition. Les plus soixante-huitards, souvent sur des professions mal définies ou sans professions fixes, quittent « ce parti comme un autre, mais moi je m'insoumets », pour reprendre les mots d'un berger saisonnier. Les nouveaux Verts qui adhèrent sont alors, pour la plupart, issus du moyen professorat, des professions intermédiaires de la santé ou de « l'action culturelle », du moyen encadrement associatif. Une part importante des nouveaux venus ont des parents qui furent militants.

Pour rendre compte complètement de l'*aggiornamento* des Verts (qu'accompagne et qu'accélère ce renouvellement dans leur recrutement), on doit examiner pourquoi le bilan Voynet fut si peu contesté parmi les Verts, et singulièrement parmi les cadres des Verts. Qu'il ait été soutenu par des députés Verts, structurellement dépendants du PS (élus dans des circonscriptions rétrocédées par le PS, avec des suppléants socialistes), n'étonnera pas. Que l'ensemble de ceux qui parlent au nom des Verts s'en soit, par contre, facilement accommodé pourrait surprendre. Ce serait ne pas voir que l'accès de l'équipe Voynet au ministère termine, consacre ou couronne, un ensemble de transformations au terme desquelles les Verts se sont institutionnalisés. On ne peut donc pas comprendre l'action (ou l'absence d'action) du ministère Voynet sans revenir au procès d'institutionnalisation d'où ce ministère tire son origine, sa reconnaissance parmi les Verts, et les soutiens dont il put s'autoriser.

En quoi consista d'abord ce procès d'institutionnalisation ? Il tient sans doute à l'élection, et surtout à la réélection, d'un nombre important de cadres Verts aux régionales et aux municipales dans les années 90. Mais il tient surtout aux transformations dans les positions sociales, et dans les images d'eux-mêmes, que leurs élections induirent pour ces nouveaux élus. Il tient aux transformations dans leur rapport aux institutions que cela occasionna. Il tient aux transformations dans les représentations de ce qui est institutionnellement possible que se formèrent alors, et progressivement, les élus et les réélus Verts. Il tient aux transformations des règles internes du parti, par lesquelles les cadres Verts « nouveau régime » (élus et réélus), mirent en conformité l'organisation militante et leur rapport neuf au « politiquement légitime », qu'ils nommèrent « politiquement efficace ».

Les Verts entendaient, à leur formation, transformer les façons de faire de la politique. Ils voulaient subvertir. Ils ont plutôt reproduit. Mais ce résultat final ne doit pas faire oublier qu'avait été aménagée, dans ce parti, au début des

années 80, une série de dispositifs pour rééquilibrer les rapports entre représentants et représentés : une Assemblée générale annuelle ouverte à tous les adhérents, une grille stricte pour limiter le cumul des mandats, un porte-parolat collectif et paritaire, des facilités dans l'organisation des tendances, des possibilités de référendums internes... Pour la première fois, à cette échelle, à l'échelle d'un parti, se trouvaient donc transposées des modalités d'organisation politique théorisées par les libertaires, aptes à encourager une discussion politique en continu à l'intérieur du parti, susceptibles de contrarier la capitalisation des ressources et l'appropriation des postes par quelques-uns, toujours les mêmes, des modalités qui portaient la fluidité interne de l'organisation politique à un degré inédit. Défions-nous bien sûr de cette théorie implicite de l'action que Marx dénonçait, et qui aboutit à faire des règles formelles et du droit (ici le droit des Verts), « le moteur actif des pratiques ». Des statuts, des règles de papiers, n'enferment pas les pratiques, les usages politiques ne sont pas l'application des textes, mais le droit des Verts contrariait néanmoins les mécanismes de domination. En fournissant des ressources « collectivement validées », des points d'appui, à ceux qui prétendaient, chez les Verts, contester la domination de quelques Verts. Ou en inclinant les plus dominants des Verts à pré-orienter leurs pratiques de manière à ne pas risquer d'être dénoncés comme manquant aux conventions collectives. Max Weber rappelle que « ce qui détermine la validité » d'une règle de droit, « d'une prescription, ce n'est pas le fait qu'elle soit observée, mais le fait que certaines activités soient "orientées" en fonction d'elle<sup>4</sup> ». Il y avait ainsi, chez les Verts, des contrepoids, des contrepoids de papiers, mais des contrepoids mobilisables, des conventions qui, par l'anticipation des coûts en cas de transgression, contraignaient. Cette subversion des formes instituées, formalisée par les premiers Verts, s'insinuait d'ailleurs jusqu'aux rapports aux institutions de la République, dans ce mélange de distance, d'irrévérence, ou de défiance, dans cette volonté d'une gestion collective de l'inscription dans l'institution, qu'exprimait surtout la règle du tourniquet à mi-mandat, assortie du travail commun entre élus et co-élus.

Cet empilement de dispositifs n'a pas résisté à « l'établissement » institutionnel de l'encadrement Vert. Exit le tourniquet, exit le groupe élus/co-élus. Réformés les statuts, disparue l'AG annuelle, remplacée par un Congrès convoqué tous les deux ans, et composé cette fois de délégués régionaux élus. Contestée et assouplie la grille des cumulés. Jamais en usage le référendum interne. Monopolisée dans son expression publique, la parole collective des Verts, jusqu'à n'être plus que sur des objets subalternes confiée aux 4 porte-parole, appropriée qu'elle est, depuis quelques années, par le ou la secrétaire nationale, ou par un ex-présentateur de télévision, sans habilitation collective

et statutaire pour le faire (jusqu'aux mois derniers, Noël Mamère n'était mandaté par aucune AG des Verts pour dire leur orientation).

Pour expliquer sérieusement l'inscription initiale, chez les Verts, de modalités libertaires dans leurs anciens statuts, il faudrait sans doute développer l'enquête. Il faudrait, par exemple, revenir sur la conjoncture où le parti s'organise, et examiner les propriétés sociales de la première génération des militants, au seuil des années 80. Il faudrait retourner à la genèse de la première association militante, lors du congrès fondateur de Clichy en 1984. Elle procède de l'agglomération, d'une part, de réseaux environnementalistes mobilisés sur la défense du patrimoine (type Waechter, Buchman, Cochet, Fernex), et d'autre part, de militants ou de groupes, revenus des organisations d'extrême gauche (ex de la LCR, ex maos) ou venus de courants anti-autoritaires (type « Le Sauvage » ou « La Gueule Ouverte »). On a là, progressivement s'associant, des militants qui rejettent l'encadrement organisationnel, hiérarchique, autoritaire et « semi-clando », d'une extrême gauche alors ouvriériste, des militants anti-autoritaires qui tiennent à vivre leur prise de carte moins comme un renoncement que comme une prolongation des engagements passés. On peut comprendre que les uns comme les autres aient été tout disposés à l'élaboration de statuts propres à gêner la capitalisation politique. D'autant qu'alors, dans la période de leur « association » pour former les Verts, tous ces militants ne se connaissent pas, et que de tels statuts semblent garantir, pour chacun d'entre eux, que personne, qu'aucun des nouveaux associés, ne se trouvera en situation de s'appropriier, pour son propre compte, l'association neuve. Concernant l'inclination de tous à la défiance envers les institutions, les combats antinucléaires et pacifistes avaient contribué à la développer, tout comme les renoncements gouvernementaux de l'union de la gauche après 1982. C'est d'ailleurs en ce sens, d'une défiance envers les « appareils » politiques institués, d'un refus de s'en remettre à eux (et pour travailler à leur propre monopole de la cause écologiste), que l'on peut saisir la tactique du « ni droite, ni gauche » autour de laquelle les Verts s'accordent alors, quelle que soit leur origine politique. Ajoutons, enfin, que cette distance revendiquée aux institutions est, au début des années 80, d'autant plus facile à tenir qu'alors, pour les écologistes, les chances d'être élus et de s'y insérer sont faibles. Les Verts sont formés en 1984, mais Brice Lalonde, candidat écologiste à la présidentielle de 1981, n'est pas de la partie. Aux législatives de 1981, les écologistes n'obtiennent qu'un peu plus de 3 %, dans la centaine de circonscriptions seulement où ils concourent. Aux européennes de 1984, le score est identique. Les succès électoraux n'arrivent qu'après les européennes de 1989 (près de 11 %), et se confirment surtout aux municipales de la même année, puis aux régionales de 1992.

Bourdieu note à raison que « le sens des limites n'est souvent qu'anticipation pratique des limites objectives, qui pousse à s'exclure de ce dont on est déjà exclu ». Objectivement exclus des postes, les Verts des années 80, en revendiquant leur distance aux postes, travaillaient aussi à cette sorte de plus-value symbolique qu'est l'exhibition du désintéressement.

On ne comprendrait rien à l'établissement institutionnel des Verts, et à la normalisation de leurs règles internes, si l'on prenait pour toute explication l'hypothèse de la malhonnêteté ou de l'ambition des dirigeants; si l'on se représentait l'institutionnalisation comme le produit de cynismes, l'effet des appétits initiaux pour la carrière, les ors, les honneurs. On gagne davantage pour expliquer l'institutionnalisation, à revenir aux positions sociales initiales des personnes, pour comprendre les transformations qu'elles subissent au gré de leurs élections et de leurs réélections. Et à faire acte de « compréhension ». Mais l'enquête sur les propriétés sociales des responsables écologistes se heurte toujours à différentes espèces de résistances qui se renforcent l'une l'autre. Sous l'effet, peut-être, de leurs propres incertitudes concernant leur localisation sociale précise, les individus issus de la petite bourgeoisie nouvelle, qui forment l'essentiel du recrutement des Verts, considèrent, la plupart du temps, toute recherche sur leur origine sociale comme « une opération de police », ou « une tentative de disqualification idéologique »<sup>5</sup>. Ces réticences à se situer socialement, et plus encore à se laisser situer, expriment probablement les difficultés à se définir (et les oscillations dans les définitions qu'ils donnent d'eux-mêmes), qui caractérisent les agents qui occupent des positions sociales d'entre-deux. Trop légitimistes pour accepter de ne pas intégrer les groupes bourgeois, mais différents de ces groupes dans leurs goûts culturels (les Verts, et les nouveaux petits bourgeois inclinent à se penser comme « avant-garde culturelle »), et différents sous le rapport de leur volume de capital économique (les Verts, et les nouveaux petits bourgeois affectent de mépriser le « fric »: « l'essentiel n'est pas là »). Trop en ascension pour revendiquer l'inscription dans les classes populaires d'où ils viennent (y retourner serait vécu comme une chute sociale). Trop et « trop peu », trop assurés et mal établis encore, souvent pour des postes qui restent mal définis (médiation culturelle, médiation sociale), les nouveaux petits bourgeois sont, on le sait, spécifiquement portés, tout à la fois, à refuser les assignations sociales nettes (qu'ils estiment « tellement réductrices ») et à universaliser leur propre rapport au monde (à universaliser, notamment, leur rapport social particulier à la nature<sup>6</sup>, ou leurs préoccupations éthiques); l'écologie sera toujours pensée de façon « interclassiste ». Les responsables écologistes sont d'autant plus portés à refuser l'analyse de leurs positions sociales que, dans les années 70-80, les théorisations à la mode sur les nouveaux mouvements

sociaux s'épargnaient également toute enquête sur l'inscription sociale des « acteurs » mobilisés, et que la presse que lisaient les Verts avant l'heure (*Le Nouvel Observateur* par exemple) diffusait fortement ce type de productions (Touraine, Gorz, Illitch...). Aujourd'hui même, les principaux sociologues qui prennent pour objet l'écologie, qu'ils participent de la « sociologie de la justification »<sup>7</sup> ou qu'ils questionnent l'expertise scientifique<sup>8</sup>, ne prennent pas les propriétés sociales des agents comme principes pertinents d'explication. Si bien qu'un ensemble de représentations d'eux-mêmes, et de leur cause, disposent toujours les responsables Verts à ne pas apercevoir en quoi, d'une part, leurs pratiques (notamment politiques) tiennent à leurs positions sociales, et en quoi, d'autre part, les pratiques qu'ils dénoncent expriment des histoires sociales différentes de la leur (par exemple sur la chasse, ou sur le rapport à l'automobile en milieu populaire<sup>9</sup>).

Comprendre pourquoi les élus écologistes (régionaux, municipaux, européens) ont renoncé au tourniquet, au groupe élus/co-élus, comprendre pourquoi ils ont réformé les statuts, comprendre pourquoi les équipes dirigeantes se sont reproduites, suppose pourtant de recomposer les propriétés sociales de l'encadrement vert. C'est seulement à partir d'elles que l'on saisit comment l'élection représenta, pour ces nouveaux élus, une telle plus-value<sup>10</sup>, une telle surprise, et une telle consécration<sup>11</sup>, que leur rapport aux institutions s'en trouva modifié. Une plus-value financière pour ce vieil étudiant en architecture nantais, animateur d'une radio bretonnante, mais sans diplôme d'archi à plus de 30 ans, et sans métier, élu conseiller régional. Une plus-value financière qui autorisait enfin la reconversion professionnelle, pour ce technicien mayennais, qui disait « se faire chier au taf » et qui quitte son emploi pour devenir (selon ses mots), « élu régional à plein temps » en 1992. Tous deux boycotteront le groupe élus/co-élus, et refuseront le tourniquet, à l'inverse de ce syndicaliste paysan de Loire-Atlantique, qui retourne à son exploitation dès 1994, et à l'animation départementale des « paysans travailleurs ». Une plus-value symbolique pour ce petit employé de mairie, ex-militant associatif en Basse-Loire célibataire, promu président régional des Verts, et qui signe tout son courrier en excipant de son titre de « Président des Verts des Pays de Loire » ; et qui souffre jusqu'à faire une dépression lorsqu'il n'est pas réélu, et qu'il n'est plus au centre des attentions. Un miracle social pour ce certifié de sciences économiques de province, élu après 2 ans seulement d'adhésion au collège exécutif, et plus tard au porte-parolat ; un miracle social pour cette prof de yoga, ce prof de hip-hop, cet ex-journaliste dans des publications marginales, tous incertains dans leur insertion professionnelle, et qui dirigeront les Verts ces dix dernières années. De ces reclassements improbables, il y en a 200 de la même espèce, du vieil étudiant en philo, pion pour manger, à

l'éternelle doctorante qui peine à conclure mais se fait élire conseillère municipale à Paris, du maître auxiliaire, hier en collège, ensuite, par la grâce du suffrage, consulté, courtoisé en tant qu'élu régional par le maire et le député de sa circonscription, et qui jamais ne retournera dans le secondaire, de cet animateur social de Lille dépendant d'une administration municipale « qui savait que faire chier », disait-il, et qui devient adjoint au maire. Je me souviens de ses mots : « Non, mais c'est incroyable les mecs comment ils te parlent maintenant », et combien sa tenue vestimentaire changea (de l'éternel relâché au complet veston). Ces promotions aussi inattendues qu'improbables qu'autorisa l'élection, qui ne comprendra pas, qu'elles aient transformé le rapport aux institutions de toute une génération de militants Verts ? Et qui ne saisira pas que rendre son mandat eût été, alors, pour ces nouveaux élus, ces nouveaux promus, un crève-cœur ; appréhendé, souvent, sur le mode de l'injustice par des militants persuadés qu'ils « avaient tout donné aux Verts » (beaucoup craquent, d'autres pleurent, certains quittent la salle).

Il faut prendre au sérieux ces psychodrames, et cette indignation maladroite : « Mais, tu te rends pas compte, moi j'ai tout donné aux Verts. » C'est vrai que l'investissement, ou le surinvestissement, dans l'activité militante qui les faisait exister davantage, avait aussi fermé, pour beaucoup d'entre eux des voies alternatives de promotion sociale. Certains devaient venir à Paris plusieurs fois par semaine pour des réunions nationales ou des commissions. D'autres avaient à suivre des dossiers régionaux, quelques-uns à produire de l'expertise pour le parti. Et l'un, pris dans cette vie, a raté plusieurs fois l'agrégation, l'autre a dû en rabattre dans son souhait d'intégrer le supérieur, nombreux ont ralenti ou compromis leur carrière, ou mis leur vie sentimentale en péril, dans l'enchantement et l'espérance d'une carrière militante. Qu'au terme du processus, leurs rapports à l'élection, leurs rapports à l'accès à des postes institutionnels, aient été transformés, qui ne le comprendra ? Et puis, pour la plupart d'entre eux, au gré des campagnes, s'était peu à peu solidifiée une identité de porte-parole qui ne pouvait être abandonnée sans reconfigurer toute une existence, et sans mettre en cause la considération sociale qui l'accompagnait.

Si leur propension à conserver une position d'élu s'est au final affirmée, c'est aussi qu'ils avaient à conserver leur identité, et leur façon de vivre. Qu'ils aient eu à théoriser, et à faire partager (pour ne pas la vivre comme un reniement), la transformation de leur rapport aux institutions, en modifiant les statuts au nom des vertus supérieures d'une efficacité supposée, comment s'en étonner ? Les uns et les autres avaient vieilli, de ce vieillissement social qui avive les inquiétudes et dispose à l'établissement, de ce vieillissement social qui accentue aussi les frustrations relatives à l'égard des amis ou des relations qui, ne militent pas, mais qui ont « un métier avec du fric à la clé », une « maison

sympa », « une famille, avec des marmots dans tous les coins » (pour reprendre les termes de cet instituteur « père célibataire », secrétaire des Verts nantais). Les militants qui prennent de l'âge vivent d'abord l'incertitude, l'inconfort, comme une prolongation de la jeunesse, charmante un temps. Quand cela s'éternise, l'âge social et l'angoisse « d'avoir rien construit à soi, même si je chiais à la gueule de toutes ces vies pépères-mémères, tu vois », rattrapent souvent les très vieux adolescents. Surtout s'ils se retrouvent relégués dans des positions professionnelles inférieures à ce que leurs titres universitaires leur avaient permis auparavant d'escompter. « C'est vrai qu'en ce moment je pète un peu les plombs, j'ai envie d'être peinarde », disait ce maître auxiliaire d'une trentaine d'années, titulaire « d'un 3<sup>e</sup> cycle en philosophie », et secrétaire régional des Verts, qui jugeait « parfaitement normal que pour les législatives et les municipales, on change pas d'équipe systématiquement à chaque fois, comment veux-tu qu'on s'y retrouve ? » Jamais on ne dira assez combien l'élection et l'accès aux postes institutionnels ont pu soulager des frustrations sociales, et délivrer de ces misères de positions dont parle Bourdieu.

Ajoutons, enfin, qu'au fur et à mesure que ces nouveaux élus capitalisaient à leur profit, les exclus, les déçus, les challengers disqualifiés, les Verts premier genre, aujourd'hui ancien modèle, quittaient les Verts, ou se mettaient en retrait. Il y a toujours eu beaucoup de *turn-over* dans ce parti. De telle sorte que ne sont restés, fabriquant progressivement les Verts nouveau mode, que les Verts historiques les plus rétribués, et les plus disposés donc à considérer les rétributions institutionnelles du militantisme comme choses « naturelles ».

Ce n'est ainsi pas par cynisme, ou par stratégie, que les cadres des Verts ont « normalisé » ou institutionnalisé les Verts. Ils l'ont fait, d'une part, sans s'en rendre compte, insensiblement, parce qu'ils étaient avant leur élection, socialement « moins » qu'après leur élection : moins reconnus, moins entourés, moins aimés, pour certains, moins bien dans leur métier, ou davantage en porte-à-faux dans leurs parcours professionnels pour d'autres, moins dotés matériellement pour quelques-uns. La prise d'un poste politique consacrait d'autre part, compensait et récompensait, tous les efforts militants consentis des années durant (« pour rien, autant le dire alors », s'emportait le vieil étudiant d'archi nantais, élu conseiller régional, au moment des discussions houleuses sur le tourniquet). Elle stabilisait une tout autre surface sociale, et une nouvelle représentation d'eux-mêmes.

Ils voulaient d'abord se déprendre de la politique instituée, puis ils ont voulu prendre les institutions, et les institutions les ont pris. Au cours des séances des conseils régionaux, des conseils municipaux, les nouveaux élus, en effet, sont devenus des élus. Avec des préoccupations d'élus : réussir à faire avancer un dossier, et s'y donner tellement que ce dossier devient une affaire person-

nelle (« le tourniquet, d'accord, mais tout le travail sur la Basse-Loire, qui c'est qui l'a fait, c'est pas maintenant que je peux gagner que je vais démissionner », lançait cette institutrice, élue régionale en Loire-Atlantique, qui ne quitta jamais son mandat, et le cumule aujourd'hui avec celui de maire adjointe de Nantes). Avec des rivalités d'élus, des rivalités entre élus (« laisser ce gros con de... nous piquer le boulot, plutôt crever oui, je lui ferais jamais ce plaisir, il demande que ça », ajoutait-elle). Dans ce temps court où « une bagarre finie, c'est tout de suite une autre, moi je suis crevée », qui contribue tant à ce que ceux qui s'y inscrivent s'y trouvent absorbés, jusqu'à ce que l'activité d'élus, tout engloutie dans les concurrences entre élus et les micro-enjeux d'élus, progressivement s'épuise et se ferme sur elle-même. La fermeture du champ politique sur lui-même tient, également, à des mécanismes de cette sorte, au terme desquels, quelles que soient leurs origines sociales ou partidaires, ceux qui y entrent doivent se conformer. Le conformisme des élus procède, pour une part, de cette forme de vie spécifique que les élus partagent.

D'autant plus pris, alors, par le jeu institutionnel qu'ils en étaient initialement très éloignés, et que le surinvestissement s'imposait à eux qui voulaient y faire « bonne figure » (« il faut qu'ils voient que les Verts, c'est pas des branques... à la limite, tu vois, faut qu'on soit plus pointus qu'eux... »), les cadres des Verts nouvellement élus ont vite changé d'espace de jeu, et d'étage de jeu. Le groupe militant local, la vie interne des Verts, auparavant les passionnaient, ils viennent moins aux réunions, ou arrivent en retard. Ils trouvent que « les courants chez les Verts, c'est bien joli, mais ça sert à rien à l'extérieur, à la limite ça nous paralyse, faut voir comme on se fout de notre gueule avec ça », comme l'indique ce responsable régional picard occupé alors à négocier pour les législatives « un accord global » avec les membres du PS qu'il fréquente au conseil régional. Il faut dire que les « courants » les gênaient d'autant plus qu'ils fournissaient à d'éventuels rivaux les moyens d'accumuler un capital politique interne, et de contester les positions établies.

Et puis, on ne dira jamais assez combien mener campagne, pour ceux qui se trouvent sous l'attention des journalistes (« après les élections, on demandera aux lecteurs de vous reconnaître à partir d'une photo de vous, enfant », proposait l'union de Reims à la secrétaire des Verts de l'Aisne), sous l'attention des militants et des autres candidats, peut être vécu comme un enchantement, un instant magique. C'est pour beaucoup ce qui engage à reproduire l'expérience. Il y a une ivresse de campagne, qu'éprouvent ceux qui « s'y donnent ». Elle s'exprime souvent sur le mode du manque une fois l'échéance venue : « C'est un peu comme une drogue, tu te réveilles, c'est fini, t'as pas ta dose, tu tournes en rond », disait, pour justifier son blues de post-campagne, cette certifiée picarde à la fin des législatives de 1997, « comme une espèce de

baby-blues, tu vois, on s'ennuie, j'ai vraiment l'impression de tourner en rond depuis que c'est fini ». Parenthèse dans les routines quotidiennes, temps de rupture (ou de répit) avec les difficultés du métier, moment « où l'on voit plein de gens, c'est super riche en fait, rien que de leur parler ». La solidarité, l'intensité des contacts à l'intérieur du groupe partisan, atteignent là des degrés singuliers. Jamais les militants ne s'aident autant, ne se payent tant de « pots », de « restos », de « apéros » (« j'ai plus de carburant, faut l'apéro »). Jamais ils ne se parlent davantage, le groupe mobilisé devient bande (« qu'est ce que je vais prendre en rentrant, remarque ça me rajeunit », répond ce biochimiste de 50 ans, à qui l'on propose de venir au « resto » après avoir « collé »). Il est rare que les candidats qui s'investissent, n'adorent pas complètement ces « temps super fort, c'est très fort comme moment, bon t'en baves aussi ». L'engagement y est « très personnel », remarque une directrice d'école maternelle dans l'Aisne. Il met tellement en jeu l'image de soi qu'il la reconstruit ou la reconfigure (« ça a été mon interv, ils ont bien applaudi quand même, non ? »). Et puis les autres vous scrutent, vous « guettent », lance telle élue régionale nantaise, « t'existes un peu quand même », sous ce croisement des regards. Des passants vous sourient, ou « ils nous prennent la tête, il y a des fois, parce qu'ils veulent discuter alors qu'on a encore deux ramettes à tracter », indiquait la même élue (institutrice), « mais, bon, ça veut dire qu'ils t'ont reconnue ». « Reconnue », certes, en tous les sens du terme. Des couples n'y résistent pas, « faut que tu comprennes, il s'est passé quelque chose, maintenant c'est plus comme avant ». Et beaucoup d'instant de campagne sont vécus par ceux qui s'y « jettent » sur le mode de l'expérience amoureuse, « une espèce de frisson quand tu prends la parole ». L'épouse (secrétaire) d'un candidat (dessinateur industriel), « toujours prêt », disait en 1997 : « Faut voir que la politique, c'est comme une maîtresse, c'est pire qu'une maîtresse, c'est la pire, tu peux pas gagner contre les élections, moi j'essaie d'accompagner tant que je peux... ». Si bien que de nombreux élus, qu'ils le confessent ou le dénie, deviennent parfaitement « accros » à l'élection. « T'es pris, ça pendant un mois tu penses à rien d'autre, t'as pas le temps, tu peux pas, t'es en apesanteur c'est simple », notait cet animateur social picard, en instance de séparation, tête de liste aux municipales, candidat aux cantonales puis aux législatives, et qui réclamait « une motion qui dit que les Verts soient présents partout, à toutes les élections, parce que c'est comme ça que t'avances ». « Accros », d'autant plus, évidemment, que le métier décevait, d'autant plus, aussi, que la trajectoire, souvent marquée par l'abandon d'anticipations de jeunesse, disposait à quêter des signes de reconnaissance. « J'ai vraiment l'impression de revivre », jette, lors des législatives de 1997 dans l'Aisne, ce dessinateur industriel d'une quarantaine d'années, « au départ, j'aurais bien

voulu faire médecin ou avocat ou quelque chose comme ça, j'ai vite mis une croix dessus, on m'a fait comprendre que c'était pas pour moi, faut dire que je foutais rien »<sup>12</sup>.

Personne sans doute n'a plus ou moins de vertus que cette génération de militants. S'il nous arrivait socialement la même chose, nous deviendrions, d'entrepreneurs en causes symboliques, d'entrepreneurs en protestation, comme les Verts d'hier, nous deviendrions aussi de nouveaux professionnels de la politique. Nous deviendrions de même attentifs aux postes, tourneboulés par les sondages, prompts à admettre les arbitrages ministériels défavorables, radicaux dans nos textes et compréhensifs (« on maîtrise pas tout non plus ») quand, comme l'accord Verts-PS de 1997, ils ne sont pas respectés – parce que les postes institutionnels et les campagnes, matériellement mais symboliquement surtout, apportent tellement. Les positions institutionnelles grandissent tant les classes moyennes. Accéder à l'une d'entre elles élève (et rassure) si miraculeusement ceux dont l'ascension sociale était, dans d'autres espaces, ralentie ou bloquée.

Le détour sociologique a, cette fois encore, le mérite de prémunir contre les traces d'idéalisme qui hantent sans cesse l'action militante, et qui peut-être l'autorisent. En rappelant, par exemple, que ce n'était pas l'écologie politique qui était « subversive », mais qu'elle l'était parce qu'elle fut conjoncturellement portée par des agents socialement subversifs<sup>13</sup>.

- |  |   |
|--|---|
| <p>1 P. Chailan, « Le Bilan de Dominique Voynet : de l'engluement complaisant au cynisme discret », <i>Ecorev</i>, n° 5, mai 2001.</p> <p>2 P. Boursier et P. Chailan (coord.), <i>Capitalisme ou écologie</i>, La Roche-sur-Yon, éd Écologie sociale, 2001.</p> <p>3 <i>Libération</i> du 23 février 2002.</p> <p>4 Max Weber, <i>Économie et société</i>, tome I, Paris, Plon, 1971, p. 323.</p> <p>5 Pour reprendre les termes de Jean-Louis Fabiani, « L'Amour de la nature », in M. Boyer, G. Herzlich et B. Maresca (coord.), <i>L'Environnement, question sociale</i>, Paris, Odile Jacob, 2001.</p> <p>6 Voir notamment sur le rapport à la forêt, Bernard Kalaora, <i>Le Musée Vert</i>, Paris, L'Harmattan, 1993.</p> <p>7 Par exemple, Claudette Lafaye et Laurent Thévenot, « Une justification écologique ?</p> | <p>Conflits dans l'aménagement de la nature », <i>Revue Française de Sociologie</i>, 1993, XXXIV.</p> <p>8 Par exemple, Bruno Latour, <i>Politiques de la nature</i>, Paris, La Découverte, 1999 ; ou Michel Callon, Pierre Lascoumes, Yannick Barthes, <i>Agir dans un monde incertain – essai sur la démocratie technique</i>, Paris, Seuil, 2001.</p> <p>9 Voir Claude Grignon, « Automobile et ethnocentrisme de classe », et Pierre Cam, « Le Bricolage : un art pour l'art », in <i>Critiques Sociales</i>, n° 1, mai 1991.</p> <p>10 L'ensemble des observations, ou des citations qui suivent, sont issues des notes « ethnographiques », prises de 1992 à 1997, période durant laquelle, l'auteur fut successivement secrétaire des Verts de Loire-Atlantique (1992 et 1993), candidat Vert aux cantonales (1992), membre du conseil</p> |
|--|---|

d'administration régional de Picardie (1995 à 1997), élu au conseil national interrégional des Verts (de 1993 à 1997), en même temps qu'il était l'un des principaux animateurs du courant « Écologie sociale » d'abord, du courant « Divergences » ensuite.

- 11 En prolongement des intuitions de Max Weber, *Le Savant et le politique*, Paris, Plon, 1959, on ne peut que renvoyer ici aux approches pionnières, dans la science politique française, de Daniel Gaxie, « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue Française de Science Politique*, 27, n° 1, février 1977. Gaxie note ainsi, en conclusion : « L'analyse des mécanismes de rétribution éclaire également la création des partis, l'instabilité de l'adhésion, l'inégalité du militantisme et la logique objective des scissions ou de la constitution des tendances. » On verra également, sur un sujet voisin, Bernard Lacroix, *L'Utopie communautaire – Histoire sociale d'une révolte*, Paris, PUF, 1981.
- 12 L'exercice sociologique, lorsqu'il prétend objectiver les conditions sociales de possibilités des pratiques, peut faire violence aux personnes qu'il prend pour objets d'analyse. Lors de la présentation de cet article au séminaire « ContreTemps », un écologiste nous lança : « Alors, tu te sens mieux maintenant ? » B. Lacroix dans sa postface à *L'Utopie communautaire*, *op cit*, (« Le Communiste, le sociologue

et l'utopie ») revient longuement sur des difficultés voisines, et sur l'aspect réducteur de l'explication sociologique pour celui qui lui oppose « l'irréductibilité d'un vécu ». Analyser le procès d'institutionnalisation des Verts en relation avec les positions sociales de ceux qui y concourent, n'aurait pas d'intérêt s'il ne s'agissait, au-delà du cas particulier, d'éclairer quelques-unes des conditions sociales de l'activité politique, dans laquelle les représentants se servent aussi en servant. Avec l'hypothèse que l'analyse sociale de la politique, qui commence avec l'analyse sociale de ceux qui font de la politique, peut aider ceux qui « s'engagent » à vivre moins douloureusement, parce que moins « personnellement », les concurrences, et les « trahisons », parce qu'ils auront les moyens de comprendre que, dans les oppositions politiques et les drames qu'elles occasionnent, ce n'est, sous des formes particulières, qu'une histoire sociale qui s'oppose à une autre histoire sociale.

- 13 Sur la disposition à protester de certaines classes d'agents, en porte-à-faux ou frustration relative, voir Roger Chartier, « Espace social et imaginaire social, les intellectuels frustrés au xviii<sup>e</sup> siècle », *Annales E.S.C.*, n° 2, mars-avril 1982.

## L'écologie, une nouvelle économie ?

**Jean-Marie Harribey**

Professeur de sciences économiques et sociales, Bordeaux.

## Richesse et valeur dans une perspective de soutenabilité

### L'accumulation du capital a conduit le monde, à la fin du xx<sup>e</sup> siècle, vers une double crise

dont la confluence et l'ampleur sont sans précédent dans l'histoire. Le capitalisme tente de répondre à la suraccumulation par une financiarisation accrue que permettent la liberté de circulation des capitaux et le renforcement de l'exploitation de la force de travail salariée. À cette première crise, s'ajoutent les contradictions nées d'une mise en coupe réglée des ressources naturelles imposée par un développement économique orienté par la recherche de profit et de plus en plus dévastateur et pollueur<sup>1</sup>.

Les conflits de classes aujourd'hui renvoient au processus d'achèvement de la révolution bourgeoise du droit de propriété. La propriété des biens de production au sens classique ne suffit plus pour assurer l'avenir de la valorisation du capital. Il faut à celui-ci un champ ouvert à l'infini. Tel est le sens de la « marchandisation du monde », c'est-à-dire la privatisation des services publics, la création de droits de propriété sur les ressources comme l'eau et l'air, la brevetabilité du génome des espèces vivantes et de toutes les connaissances humaines actuelles et futures.

Ce processus peut être analysé comme le triomphe de la *valeur* sur la *valeur d'usage* ou de la *valeur* sur la *richesse*. La critique de ce processus exige donc d'exhumer des catégories que l'économie politique avait jadis mises à l'honneur mais que l'idéologie libérale néoclassique avait rejetées parce que Marx en avait fait le pivot de sa critique du capitalisme. Ces catégories, loin d'être obsolètes, constituent le socle théorique pour comprendre les enjeux dissimulés derrière le concept de « soutenabilité » et déchirer le consensus mou qui entoure le « développement soutenable » ou « durable », dont tout le monde se réclame, des premiers pollueurs de la planète aux opposants les plus résolus au capitalisme libéral, en passant par tous les responsables politiques. Ce concept est paré de toutes les vertus sociales et écologiques depuis que le rapport Brundtland en a donné la définition : « Le développement soutenable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs<sup>2</sup>. » Pourtant, sans parler des difficultés énormes